

470 organisations ont adressé le 15 juin dernier au président de la république et au gouvernement un « Appel à un changement radical de politique migratoire en France ».

Cet appel exprimait la volonté des signataires de voir s'engager une politique alternative, respectueuse des droits fondamentaux. Il demandait qu'il soit mis fin aux violences policières à l'encontre des personnes exilées ainsi qu'à l'intimidation de citoyen-ne-s et associations désigné-e-s comme coupables de « délit de solidarité ». Il réclamait, enfin, la tenue d'une large conférence nationale sur les questions migratoires.

Depuis plus de vingt ans, les gouvernements successifs perpétuent une politique de mise à l'écart et d'exclusion. Des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes qui ont réussi à atteindre l'Europe, dont la France, souvent au risque de leur vie, voient leurs droits les plus fondamentaux méprisés. Ils et elles sont relégué-e-s, maintenu-e-s dans la précarité, enfermé-e-s, expulsé-e-s, parfois vers des pays où ils et elles sont en danger de mort.

Face à cette situation, des dizaines de milliers de personnes solidaires et des centaines d'associations œuvrent au quotidien et pourvoient au plus urgent. Mais ni leur expertise d'acteur de terrain ni leur volonté citoyenne d'agir pour un accueil digne ne sont reconnues par les pouvoirs publics. Au contraire, ces personnes et associations voient leur action entravée, quand elles ne sont pas traitées comme des délinquantes et poursuivies pénalement.

Le « plan migrants », présenté ces jours derniers par le gouvernement, décidé en quelques semaines, n'est en rien le fruit d'une concertation, encore moins de la réflexion nationale que nous voulons. En outre il est loin d'aller dans le sens de la politique d'hospitalité, de respect du droit d'asile et plus largement de respect des droits humains que nous revendiquons. Non seulement il ne rompt avec aucune des précédentes politiques migratoires, mais il nous enferme encore davantage dans une approche sécuritaire, opposant réfugié-e-s et migrant-e-s, en particulier ceux et celles qualifié-e-s d'« économiques ».

Nous réitérons donc notre appel au lancement d'une conférence nationale sur les migrations, permettant de poser une analyse précise et éclairée de l'accueil des étrangers en France et d'envisager sereinement les façons de construire une politique respectueuse des obligations de la France en matière d'accueil et de respect des droits humains.

Des espaces de débat public ont été ouverts sur d'autres thématiques dans le passé, comme le Grenelle de l'environnement ou les conférences sociales. Nous ne les idéalisons pas, mais nous savons d'expérience que cela a permis aux responsables politiques de s'appuyer sur l'expertise des acteurs de la société civile, des collectivités locales, des chercheur-se-s, pour déboucher sur des propositions d'action nourries de cette concertation.

Notre requête n'a pour l'heure pas été entendue, mais nous ne renoncerons pas à la dynamique de rassemblement manifestée par le succès de notre appel. Nous lancerons une concertation citoyenne mobilisant associations nationales et locales, collectifs de migrant-e-s et citoyen-ne-s réunis dans des initiatives locales de solidarité. Ensemble nous voulons faire émerger une proposition de politique d'accueil conforme à nos valeurs de solidarité et d'humanité.